

DREAL Pays de la Loire  
Service SCTE  
Mme Malaurie Chanut

**Objet** : réponse demande pièces complémentaires, exonération cas par cas  
Réf. 2021-5699

Meyreuil, le 05 avril 2022

Madame,

À la suite de votre courrier de demande de pièces complémentaires du 3 novembre 2021 concernant notre demande d'exonération au cas par cas, vous trouverez nos réponses en pièces jointes et ci-dessous.

La demande de pièces complémentaires se résume à :

- 1) Précisions sur les mesures de sécurité mises en œuvre ;
- 2) La demande de voir l'éleveur déposer à nos côtés cette demande de cas/cas ;
- 3) Précisions sur le projet d'un 4ème bâtiment ;
- 4) Plan des raccordements électriques ;
- 5) Précisions sur la confidentialité de certains documents.

- Concernant le point 1 :

Pour prévenir le risque incendie, une citerne souple de 120 m<sup>3</sup> sera installée au nord du site avec sa zone d'aspiration. Elle sera accessible par le SDIS via le chemin d'exploitation (voir plan : BOISSE CPC Plan Citerne + Raccordement) et son emplacement est défini de sorte que chaque abri soit à moins de 400 m de distance.

Pour prévenir le risque lié à la chute de débris, les panneaux photovoltaïques répondent à la norme internationale IEC 61215 qui certifie la qualité du panneau solaire en termes de stabilité mécanique et de respect des paramètres électriques. En effet, les panneaux solaires sont laminés ; ainsi aucun débris ne peut se détacher du panneau lors d'une casse (chute de grêle par exemple).

- Concernant le point 2 :

Nous sommes très surpris car nous avons de très nombreux dossiers en cours demandant une exonération au cas/cas, et cette obligation de devoir co-déposer la demande cas/cas n'a jamais été exigée. Nous avons donc consulté notre conseil, Maître Duval du Cabinet Kalliopé (Paris), et son analyse juridique aboutit aux mêmes conclusions :

« – Vous précisez enfin que la demande d'examen au cas par cas doit être effectuée par le maître d'ouvrage selon l'article L. 122-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire l'auteur de la future demande de permis de construire relative aux ombrières photovoltaïques. À cet égard, vous pouvez ajouter que l'exploitant de l'élevage vous loue les parcelles nécessaires à ces ombrières et que son élevage en bénéficiera mais qu'il n'assumera pas les obligations et

responsabilités liées à leur construction et leur exploitation-maintenance de sorte qu'il ne sera pas co-titulaire du permis de construire et qu'en conséquence, il n'a pas à se joindre à votre demande d'examen au cas par cas dès lors que la législation ne l'impose pas. »

- Concernant le point 3 :

La construction d'un éventuel 4ème bâtiment d'élevage n'est pas à la charge de NOVAFRANCE Energy, et n'est pas liée à cette demande d'exonération au cas par cas. En effet, nous avons fait apparaître le bâtiment sur le plan pour anticiper son éventuelle construction et ainsi éviter de placer des abris à volailles sur son emplacement. Ce futur projet éventuel sera directement porté par l'éleveur, M. BOISSE, s'il se confirme, avec toutes les démarches associées, notamment la modification de son ICPE si nécessaire.

Cependant, vous trouverez en pièce jointe le récépissé de la modification de l'ICPE lié à la construction des abris à volailles. L'installation est classée sous le régime de la déclaration, et le projet de construction des abris ne remet pas en cause le régime de l'exploitation, puisqu'il n'a aucune influence sur la taille du cheptel.

- Concernant le point 4 :

La législation nous impose de détenir une autorisation d'urbanisme pour solliciter le gestionnaire de réseaux (ENEDIS) dans le but d'obtenir une proposition technique et financière (PTF) sur la solution de raccordement réalisable. Ce n'est donc qu'une fois le permis de construire accordé que nous pourrions effectuer la demande de raccordement. En conséquence, nous ne pouvons pas vous communiquer d'éléments fiables à ce stade du projet. Toutefois, vous trouverez en pièce jointe un plan présentant le chemin provisoire des raccordements électriques jusqu'aux point de livraisons (réseau interne). Au-delà de ce point, Enedis assure le raccordement au réseau électrique.

De plus, il nous paraît utile de préciser que le projet n'est économiquement pas compatible avec une solution de raccordement sollicitant la mise en œuvre d'une nouvelle liaison au poste source ENEDIS.


100% de nos projets sont, à ce jour, réalisés avec une utilisation du réseau existant le plus proche.

- Concernant le point 5 :

Les documents portant la mention « confidentiel » sont des compléments d'information permettant de compléter les informations contenues dans le CERFA. Ces derniers sont transmis pour compléter le dossier, c'est à la demande de certaines DREAL que nous avons ajouté cette notion de confidentialité, plutôt que de nous abstenir de présenter les atouts de notre innovation.

Espérant avoir répondu à l'ensemble de vos demandes et interrogations,

Veuillez agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.



Mr Yves Le Bel

[y.lebel@novafranceenergy.com](mailto:y.lebel@novafranceenergy.com)

Pièces jointes :

- Plan de masse du projet avec précisions sur la défense incendie et les raccordements électriques :  
BOISSE CPC Plan Citerne + Raccordement ;
- Récépissé de la modification de l'ICPE.